

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AP JAVIER BAULUZ - Un bateau en bois utilisé par les migrant-es du Maroc est vu sur la côte de l'île des Canaries

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG

MIGRATIONS/ESPAGNE

11 jours de mer, 11 ans de prison

La situation sur les îles n'est plus la même qu'il y a six mois, lorsqu'au Forum Civique Européen nous avons commencé à faire des recherches sur la route atlantique. Il n'y a plus d'urgence humanitaire évidente, mais tout est devenu plus invisible, plus propre.

Alors qu'une cabine sur le luxueux navire *The world* coûte des millions absurdes, les migrant-es traversent l'Atlantique sur des bateaux de pêche hors d'usage, des petites barques qui font du bon travail pour la pêche près des côtes¹, mais qui n'ont pas été construites pour une traversée de l'Atlantique. Par la voie directe, c'est-à-dire depuis la pointe nord du Sahara occidental, le trajet dure environ quatre jours. Cependant, les fermetures de frontières obligent les gens à partir de la Mauritanie, du Sénégal ou de la Gambie. Une traversée qui peut prendre 12 jours ou plus. Prenez un atlas en main. Il vous aidera à vous rendre compte des distances dont nous parlons et des détours aberrants et très dangereux auxquels conduisent les fermetures arbitraires de frontières.

«Nous sommes dans une crise qui n'est pas une crise migratoire, mais une crise du système d'accueil. Il ne s'agit pas d'une crise migratoire, car le nombre de personnes qui arrivent ne justifie pas que l'on parle de crise», nous assure Daniel Buraschi, chercheur à l'Observatoire de la Migration de Tenerife, à l'Université, et activiste dans l'as-

semblée de soutien au migrant-es. En 1994 déjà, des bateaux arrivaient, et en 2006 ce sont 32.000 personnes qui ont débarqué sur les îles Canaries. Aujourd'hui, d'immenses murs de sable traversent le Sahara entre le Mali et le Maroc afin d'empêcher les gens de traverser la Méditerranée pour se rendre en Europe². Depuis la nuit des temps, les routes de l'exil se cherchent un chemin comme l'eau. Même par des détours. Comme une loi de la nature. Ainsi, en 2020, de plus en plus de personnes ont choisi la route plus dangereuse de l'Atlantique. A la différence de ce que s'est passé en 2006, elles ont toutefois été massivement empêchées de poursuivre leur route vers l'Espagne continentale et les expulsions ont été suspendues en raison de la pandémie de Covid.

Vous trouverez une analyse précise de la situation du printemps dans un article de Marian Henn³. Avant l'ouverture des *macrocentros* à Tenerife et Gran Canaria, même les familles dormaient dans des camps sauvages sur la plage. Les hôtels étant restés vides à cause de la pandémie, le gouvernement des îles Canaries a décidé d'y loger les

personnes migrantes. Cela a donné lieu à des manifestations où la colère contre le manque de soutien de l'Etat à ses propres citoyen·nes s'est mêlée à une incompréhension face à l'hébergement «luxueux» des migrant-es. Le parti d'extrême droite Vox, tout comme la droite ethniciste (*Völkische Rechte*) telle que nous la connaissons en Allemagne et en Suisse, n'est toutefois pas ancré dans les îles.

Pendant notre séjour, une exposition de portraits de migrant-es a été lacérée la nuit à Puerto de la Cruz. Mais dès le matin, une école du quartier avait recollé les déchirures dans le cadre d'une action collective et, au cours de la journée, des habitant-es ont collé des centaines de papiers avec des messages de solidarité sur les tableaux.

Soutien local

Dans la période chaotique du début de l'année, l'*Asamblea de apoyo a migrantes de Tenerife* (assemblée de soutien aux personnes migrantes) a été créée. Personne n'a su nous dire combien de personnes faisaient partie de l'*Asamblea*, et l'engagement des gens est très variable, mais iels sont nombreux/ses. C'est un groupe très hétérogène, qui comprend aussi bien des militant-es «historiques» de Tenerife que des personnes qui n'ont jamais participé à des mouvements sociaux et qui se sont engagées lorsqu'elles ont vu la situation intenable des migrant-es. Aujourd'hui, il ne s'agit plus en priorité d'une aide d'urgence, mais d'une organisation à plus long terme.

Un, deux ou même plus de réfugiés, pour la plupart des garçons mineurs, vivent et sont pris en charge comme des membres de la famille chez la plupart des activistes. C'est impressionnant, d'autant plus que les îles Canaries sont une des régions les plus pauvres d'Espagne.

9 ou 10 groupes de travail ont été créés au sein de l'*Asamblea*, par exemple pour le conseil juridique, un groupe s'occupant des besoins spécifiques des femmes ou des migrant·es emprisonné·es. Et c'est là que nous en arrivons au chapitre le plus scandaleux de notre voyage.

L'emprisonnement pour l'exemple

Nous rencontrons Pau dans un quartier étudiant de La Laguna. Elle est active dans la commission des détenus. Pau nous parle des camps surpeuplés du mois d'avril, dans lesquels des milliers de migrant·es étaient hébergé·es depuis des mois dans des conditions très précaires. Plusieurs fois par jour, les personnes devaient faire la queue pendant des heures pour obtenir de la nourriture et une douche. Dès l'hiver 2020, des psychologues ont fait état d'automutilations et de tentatives de suicide. Sous la menace permanente d'expulsions et plongée dans l'incertitude, l'ambiance est devenue explosive et des bagarres de masse ont éclaté dans les macro-centres de Las Raíces et Las Canteras. Des bagarres comme il s'en produit chaque week-end lors de matchs de football chez nous, sans que l'on pense même à porter plainte. Mais ici, le procureur demande onze (*sic*) ans de prison pour les personnes en détention provisoire depuis avril.

«Le soutien juridique des avocat·es commis·es d'office a été nul. Il n'a même pas été possible d'assurer une traduction pour celles et ceux qui parlaient français, alors figure-toi pour d'autres langues. A l'*Asamblea*, nous ne savions même pas combien de personnes étaient en prison. Nous ne recevions aucune information du tribunal et ne connaissions personne en prison. Ce n'est que lorsque mon partenaire a été arrêté que nous avons appris qu'ils étaient en prison et combien ils étaient», raconte Pau, bouleversée. Les mauvais traitements infligés par la police et le personnel de sécurité étaient impitoyables. Ils sont venus avec des balles en caoutchouc, nous a raconté l'une des avocates actuelles: «Tout ce qu'ils voulaient, c'était faire un exemple et ils ont donc emmené neuf jeunes adultes au hasard. L'un d'entre eux n'était même pas dans le centre pendant la bagarre».

Ensuite, Pau nous raconte: «L'un des garçons accusés voulait absolument prendre une douche, comme tous les autres. Et comme nous le savons, l'eau chaude du centre de Las Raíces est à peine suffisante pour quelques



Le lendemain d'un attentat contre une exposition de portraits de réfugiés, les élèves ont réparé les déchirures sur les toiles.

personnes, et ensuite toutes les autres doivent se doucher à l'eau froide. C'est à ce moment-là qu'une dispute éclate avec les agents de sécurité, qui l'emmènent dans une pièce, le frappent». Leurs déclarations ultérieures se contredisent avec d'autres employés d'ACCEM⁴. La première audience a eu lieu le 25 novembre, et lors de la deuxième journée d'audience prévue pour le prononcé du jugement, le procureur a réduit sa demande à 7 et 4 ans. 7 ans de prison pour un jeune qui a mis sa vie en danger pour en trouver une meilleure et plus digne en Europe.

Aujourd'hui, de telles bagarres de masse n'ont plus lieu dans les camps. Lors d'entretiens devant le camp de Las Raíces, des migrant·es qui ne sont à Tenerife que depuis quelques semaines nous ont dit qu'ils devaient faire attention à ne pas faire de vagues. Ils ne connaissent pas les détails de leurs prédécesseur·euses condamné·es, mais savent bien qu'ils ne doivent pas se rebeller s'ils veulent obtenir gain de cause. Un ancien collaborateur d'ACCEM, qui souhaite rester anonyme, parle d'expulsions ciblées de celles et ceux qui osent s'organiser ou même se plaindre à voix haute de leur détention et du manque de perspectives.

Des héros, pas des passeur·euses

On a beaucoup écrit ces dernières semaines sur la criminalisation de celles et ceux que l'on appelle les «passeur·euses». A juste titre. Cependant, la criminalisation croissante des réfugié·es est un problème sous-estimé et c'est ainsi que des dizaines de personnes inconnues du public croupissent dans les prisons européennes. Ici, dans Archipel, nous avons parlé à plusieurs reprises du cas

d'Ahmed H., qui s'en est relativement bien sorti grâce au soutien d'Amnesty et du Forum Civique. A Tenerife, nous avons appris que de nombreuses personnes sont emprisonnées, rien que sur l'île. Elles ont été condamnées comme passeuses parce qu'elles étaient à la barre du bateau à l'arrivée. La police utilise même des drones lors des opérations de sauvetage des garde-côtes espagnols en pleine mer, afin de pouvoir déterminer qui tenait la barre. On comprend qu'il s'agit d'une pratique arbitraire dès que l'on pense à la force surhumaine qu'il faudrait à quiconque pour rester à la barre pendant plus d'une semaine en gardant les yeux ouverts. Par honte, beaucoup de détenu·es n'ont pas encore pris contact avec leur famille. Aucune aide ne peut donc venir de leurs proches et si personne sur l'île n'est au courant, ils restent en prison sans assistance ni soutien pendant des années. Aujourd'hui, l'*Asamblea* travaille en étroite collaboration avec l'aumônier de la prison.

Il a accès aux gens, qui n'ont souvent plus confiance en personne.

Et oui, il existe des passeur·euses mafieux/ses. Mais ils ne se lancent pas dans une traversée de l'Atlantique au cours de laquelle, selon l'OIM⁵, une personne sur 26 meurt, la route qui compte parmi les trajets de fuite les plus meurtriers au monde. Depuis le début de l'année et jusqu'en septembre, l'OIM a recensé plus de mille personnes qui n'ont jamais atteint le sol espagnol, mortes ou disparues. Un quart de ces drames se sont déroulés en Méditerranée et les trois quarts sur la route atlantique. Il ne s'agit pas de hordes qui envahissent notre continent, comme la droite et certains médias tentent de nous faire le croire, mais d'hommes, de femmes et d'enfants qui se sont mis en route pour une vie meilleure.

Nous avons déjà pu apporter un peu de soutien à l'*Asamblea* pour que les quatre premier·es inculpé·es puissent bénéficier, même tardivement, d'une assistance juridique digne de ce nom. Mais il reste encore beaucoup à faire, surtout avec la perspective de la prochaine instance et d'autres procès à l'avenir.

Luna Saenz del Castillo,

Johannes Damke,

délégation du FCE, novembre 2021

1. Du poisson que l'on trouve de moins en moins sur les côtes d'Afrique de l'Ouest. Les raisons sont toutefois davantage liées à l'industrialisation de la pêche qu'à ces barges.

2. Voir à ce sujet l'article de Rémi Carayo paru dans le *Monde diplomatique* de novembre 2021.

3. Voir Archipel 305. «Une prison à ciel ouvert pour les fugitifs» par Marian Henn.

4. ONG espagnole qui s'occupe du camp de Las Raíces.

5. Organisation internationale pour les migrations de l'ONU. Ce ne sont que des cas confirmés. L'association *Caminando Fronteras* estime qu'il y a environ trois à quatre fois plus de victimes.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischchte,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Loukachenko agit comme un trafiquant institutionnel

Une opération spéciale du dictateur biélorusse a conduit à une catastrophe humanitaire au centre de l'Europe. Des milliers de réfugiés du Moyen-Orient sont bloqués entre les forces de sécurité de Loukachenko et les gardes-frontières lituaniens et polonais. La crise migratoire a mis en lumière la politique du Bélarus, ainsi que les conséquences des politiques d'asile en Europe, explique Maxime Boutkevitch, militant des droits humains et coordinateur du projet No borders, basé en Ukraine.

Ioulia Berezovskaïa: La nouvelle crise au centre de l'Europe est orchestrée avec un cynisme saisissant. Ce n'est pas la première fois, semble-t-il, que la tragédie des réfugiés est utilisée à des fins géopolitiques.

Maxime Boutkevitch: L'aggravation de la situation à la frontière entre la Pologne et le Bélarus se prépare depuis des mois. Le point de départ a été la réaction de Loukachenko aux sanctions de l'Union européenne. Il avait déclaré qu'il fallait maintenant que les Européennes attrapent les personnes «illégales» elleux-mêmes. Il a parlé avec mépris des migrant·es, les plaçant sur le même plan que la drogue et les armes de contrebande. Très vite, il est apparu qu'il ne s'agissait pas de paroles en l'air: elles ont été suivies de ce que l'on peut qualifier d'opération spéciale. Le régime de Minsk a décidé d'utiliser comme armes des personnes contraintes de quitter leur pays à la recherche d'endroits plus sûrs. Loukachenko n'a pas inventé ce système. Des dirigeants autoritaires ont déjà utilisé des êtres humains comme armes dans des confrontations géopolitiques. Le président turc Erdogan a fait des réfugiés syriens une monnaie d'échange dans ses rapports avec l'UE. Des centaines de milliers de personnes contraintes de fuir leur pays ont été prises en otage par ce dirigeant autoritaire.

Pourtant, la Turquie, du fait de sa position géographique, était alors objectivement confrontée à une crise migratoire. Dans le cas de Loukachenko, ce transfert de personnes du Moyen-Orient par voie aérienne, la prétendue opération Gateway, est délibérément organisé. Oui, nous ne pouvons pas dire que la situation se répète complètement, il y a des «innovations». Erdogan a effectivement utilisé l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés sur son territoire pour obtenir des financements et concessions – sinon, le dirigeant turc menaçait d'«ouvrir les portes» de l'UE. Dans le cas du Bélarus, la chaîne de transfert a été délibérément créée. En outre, le régime de Minsk n'a pas formulé de demandes spécifiques en échange de l'octroi de l'asile. Nous parlons d'une attaque directe, littéralement physique, contre les frontières orientales de l'UE.

Que pensez-vous de l'implication possible du Kremlin dans cette affaire? Le régime de Poutine est-il le maître d'œuvre, le soutien ou simplement le bénéficiaire?

Sans vouloir verser dans les théories du complot, nous savons, grâce à de nombreuses enquêtes, que les propagandistes russes ont œuvré pour attiser la phobie des migrant·es

dans l'UE d'une manière ou d'une autre, soit par le biais des médias officiels, soit par celui des usines à trolls¹ et des médias sociaux.

Je n'ai pas encore vu de preuve convaincante de l'implication directe du Kremlin dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique actuelle du régime de Minsk, mais ces hypothèses méritent au moins d'être étudiées. Non pas que je ne croie pas en la capacité du régime de Loukachenko d'inventer ce stratagème tout seul, mais l'attaque contre l'UE en tant qu'entité s'inscrit dans un certain contexte géopolitique. Et compte tenu de l'aide directe apportée par le Kremlin au régime de Loukachenko depuis l'automne dernier, il serait étrange de ne pas envisager une telle version.

Comment la société biélorusse réagit-elle à ce qui se passe?

Cette situation est d'abord une tragédie, qui se déroule sous nos yeux. Les Biélorusses y réagissent de différentes manières, allant de la sympathie et la solidarité à la pure et simple phobie des migrant·es et à la xénophobie. En d'autres termes, cette crise frappe également la société biélorusse. Il me semble que les nouvelles choquantes sur l'arrivée massive d'«étranger·es» suscitent plus de craintes que les rencontres avec les migrant·es elleux-mêmes.

Certain·es disent que les personnes qui se trouvent actuellement dans des camps à la frontière ne sont pas de véritables réfugiés, mais des «touristes», des gens avides d'une

vie meilleure qui ont trouvé l'argent pour le voyage organisé par le régime de Loukachenko vers l'Union européenne. Alors qu'en 2015, on comprenait que les gens fuyaient réellement un danger de mort.

En 2015, il y a eu toutes sortes de réactions à la crise migratoire. Je me souviens qu'à l'époque les médias ukrainiens affirmaient que tous·tes les réfugiés n'étaient pas «authentiques», qu'il fallait beaucoup d'argent pour voyager. Pouvons-nous affirmer *a priori* que toute personne qui tente aujourd'hui d'entrer dans l'UE en passant par le Bélarus est un réfugié au sens de la convention de 1951? Probablement pas. Mais la règle est que chaque cas doit être évalué individuellement.

Quant au coût du transport aérien, à en juger par les rapports que nous voyons, ce n'est pas un voyage bon marché. Il y a de bonnes raisons de croire que Loukachenko ne se contente pas de faire passer des clandestin·es, il en tire de l'argent. Il agit comme un trafiquant institutionnel. En d'autres termes, ce régime illégitime utilise des êtres humains comme des armes, et capitalise sur les malheurs d'autrui. Les gens paient des milliers de dollars ou d'euros (parfois plus de 10.000 par personne) pour un passage illégal – c'est malheureusement le prix standard. Les familles dépensent souvent toutes leurs économies pour envoyer leurs membres les plus valides ou les plus vulnérables vers des destinations plus sûres. Dire que ces personnes sont riches, c'est mal comprendre la situation.

J'ai vu des commentaires d'habitant·es de Minsk décrivant leurs rencontres cette année avec de riches musulman·es. Or, le Bélarus est depuis longtemps un pays de tourisme de casino, y compris pour des riches des pays du Golfe. Ce stéréotype s'est étendu à tous·tes les musulman·es.

Quelle est la situation de ces personnes au regard du droit humanitaire international, et comment évaluez-vous les actions des gardes-frontières polonais et lituaniens?

Cette tragédie humaine touche des milliers de personnes qui non seulement attendent longtemps en transit mais passent des nuits dans les bois, à la fin de l'automne, et souvent tombent malades. Ces personnes sont prises entre deux

KIOSQUE

Sous le Soleil noir du capital, Chroniques d'une ère de ténèbres, Anselm Jappe Editions Crise & Critique – 26 novembre 2021

Le capitalisme, ce n'est pas uniquement «les capitalistes»: c'est avant tout une totalité sociale, l'ensemble des relations, déterminées par le capital et sa logique propre, qui structurent la vie moderne. Aussi doit-il être analysé et combattu dans sa totalité. La critique de la valeur, depuis plus de trente ans, s'emploie ainsi à montrer que le projet de l'émancipation sociale n'a rien à voir avec une gauche alter-capitaliste et alter-étatiste qui n'a finalement cherché qu'à aménager le désastre.

Les essais réunis dans ce livre étaient cette critique radicale par l'examen d'un certain nombre de questions d'actualité: la littérature, la simplicité volontaire, le culte du Marquis de Sade, les musées, l'art contemporain, l'architecture, l'anticapitalisme tronqué, le romantisme révolutionnaire, l'importance de William Morris, le mythe du bandit, de Lacenaire à Jacques Mesrine.

Autant de thèmes qui permettent à Anselm Jappe de rappeler les fondements de la critique de la valeur, et de redéfinir des concepts essentiels tels que l'aliénation, la réification et le fétichisme en confrontant leur sens chez Marx, Lukács et Adorno.

Ces essais constituent à la fois une première approche de la critique de la valeur-dissociation et son développement, dans l'analyse de différents sujets, chaque texte s'appliquant à exposer ses propres présupposés théoriques.

Anselm Jappe est né en 1962, il est philosophe et enseigne l'esthétique à l'Accademia di Belle Arti de Rome. Auteur de nombreuses publications, il est l'un des principaux théoriciens en France de la Critique de la valeur, un courant international élaborant une critique du capitalisme fondée sur une relecture novatrice de Marx, à contre-courant du marxisme traditionnel.

Bélarus-Pologne-UE: des jeux de pouvoir mortels avec des êtres humains

Début novembre 2021: plusieurs milliers de réfugié-es, dont beaucoup viennent d'Irak et de Syrie, sont bloqué-es dans le no man's land entre le Bélarus et la Pologne - dans la forêt, dans le froid, sans aucun approvisionnement. Le gouvernement polonais interdit l'accès à cette zone aux médias et aux organisations humanitaires et mobilise des milliers de policiers et de soldats pour «protéger» la frontière. On parle de la construction d'un mur. Entre-temps, plusieurs morts sont à déplorer parmi les exilé-es. Les migrant·es sont devenu·es l'enjeu d'une épreuve de force entre le dirigeant bélarus Loukachenko et l'UE. Bien que le nombre de réfugié-es ici ne soit pas comparable à celui de 2015 sur la route des Balkans, le spectre d'une invasion géante est brandi. La Commission européenne soutient soudain sans réserve le gouvernement polonais, avec lequel elle est habituellement en conflit en raison du démantèlement de l'Etat de droit. Un appel des lauréates du prix Nobel de littérature Svetlana Alexievich (Bélarus, en exil), Elfriede Jelinek (Autriche), Herta Müller (Allemagne) et Olga Tokarczuk (Pologne) au Conseil de l'Europe et au Parlement européen demande que ces instances s'engagent pour le respect de la Convention de Genève et le libre accès des médias et des organisations humanitaires dans la zone frontalière. Malgré l'intention de chantage du dirigeant bélarus, l'Europe devrait s'efforcer de trouver une solution humanitaire pour les personnes désespérées, d'empêcher les *pushbacks* illégaux du côté polonais et de veiller à ce que les demandes d'asile des personnes qui ont fui soient acceptées. L'Europe pourrait ainsi montrer au monde que les droits humains valent plus que les jeux de pouvoir d'un autocrate. Malheureusement, c'est le contraire qui se produit; ainsi, ce sont presque exclusivement des initiatives de la société civile polonaise, comme le «Grupa Granica», un regroupement de plusieurs organisations et comités, qui se précipitent au secours des personnes dans le no man's land et à la frontière. Ils s'engagent de manière désintéressée et courageuse et sont soutenus en Pologne par de nombreuses personnes de bonne volonté. Nos remerciements et notre solidarité vont à eux.

Michael Rössler

feux – les gardes-frontières polonais et les forces de sécurité du régime de Loukachenko. Des gens meurent déjà dans la bande neutre entre les deux forces frontalières.

La Cour européenne des droits humains a rendu en août un arrêt concernant les personnes refoulées par les autorités polonaises vers le Bélarus. La Cour a ordonné qu'elles soient accueillies, et que leur demande d'asile soient examinée. Le règlement de Dublin stipule que la demande d'asile doit être enregistrée dans le premier pays de l'UE atteint par le ou la réfugié·e. Mais encore faut-il pénétrer sur ce territoire! Les Etats interprètent souvent cette norme de telle sorte que tant qu'une personne se trouve dans la zone de transit d'un aéroport, ou dans une zone neutre, la demande d'asile ne peut être faite. Cependant, à partir du moment où la demande d'asile est soumise aux gardes-frontières, le sort de cette personne relève des autorités de l'Etat concerné, même si

la personne se trouve techniquement toujours en territoire neutre. Refouler des personnes vers un pays où elles sont en danger est une très grave violation du droit international des réfugié-es. Comme le régime de Loukachenko utilise ces personnes comme des armes, le Bélarus peut difficilement être considéré comme un pays sûr pour elles.

Par ailleurs, il est clair qu'il est difficile pour la petite Lituanie de faire face seule, et une redistribution des efforts entre les pays de l'UE lui faciliterait la tâche. La faiblesse de la solidarité au sein de l'UE est exploitée dans ce cas par celles et ceux qui ont conçu cette campagne de transfert de réfugié-es.

Même si l'Europe acceptait d'accueillir ces quelques milliers de réfugié-es, ainsi que le demandent quatre lauréates du prix Nobel¹, il serait difficile pour l'UE de mettre fin à tout trafic aérien entre le Bélarus et le Moyen-

Orient. Que reste-t-il donc à faire, renforcer les sanctions?

Je ne vois pas d'outils concrets pour mettre fin à la crise actuelle. Inévitablement, l'option répressive consiste à construire un mur aux frontières orientales de l'UE. Certaines actions pourraient être menées auprès des «pays d'origine» – par exemple la fermeture des consulats bélarusses en Irak. Cela pourrait avoir un effet. Le régime actuel de Minsk ne semble pas prêt à mettre fin à ces pratiques de son propre chef, à moins de concessions radicales de la part de l'UE – ce qui serait totalement inacceptable. La levée des sanctions dans les circonstances actuelles est inenvisageable. Cela reviendrait à fermer les yeux sur une violation massive et continue des droits humains au Bélarus sous prétexte de prévenir d'autres violations massives. C'est absurde, ça ne fonctionne pas comme ça.

Il ne reste plus qu'à unir les efforts humanitaires. Les mécanismes de solidarité au sein de l'UE, malgré toutes les difficultés, fonctionneront probablement – la Lituanie et la Pologne seront aidées. Oui, les autorités polonaises ont désormais choisi une ligne dure. Le manque d'influence de l'UE sur le régime de Minsk fait penser que des tragédies humaines continueront à la frontière. Pour l'éviter, les pays de l'UE devraient examiner les demandes d'asile de ces personnes. Nous devons nous préparer à ce que ce problème subsiste pendant un certain temps. Mais je tiens à souligner que le problème ne vient pas de ces personnes, il vient du régime de Loukachenko et de son allié russe.

Maxime Boutkevitch
Interview Ioulia Berezovskaïa
12 novembre 2021

1. Groupe organisé payé pour diffuser de manière massive des informations partielles, partiales ou totalement mensongères sur les réseaux sociaux. Le but est la déstabilisation géopolitique ou politique, le lobbying ou la propagande politique.

2. Svetlana Alexievich, Elfriede Jelinek, Herta Müller et Olga Tokarczuk ont adressé une lettre ouverte au Conseil européen et au Parlement européen concernant la catastrophe humanitaire qui se déroule à la frontière orientale de l'Union européenne (la frontière entre la Pologne et le Bélarus).

MIGRATIONS/CROATIE

Mort de Madina: la Croatie condamnée

A l'occasion d'un arrêt de la Cour Européenne des Droits Humains (CEDH), les organisations de la société civile *Centre for Peace Studies (CMS)* et *Are You Syrious? (AYS)* ont demandé aujourd'hui au gouvernement de la République de Croatie à Zagreb que le Premier ministre limoge la tête du ministère de l'Intérieur et de la Police.

La CEDH a confirmé que la Croatie expulse illégalement des personnes. Le verdict dans le cas de Madina Hussiny, six ans, décédée en 2017 lors d'une telle expulsion, n'est pas seulement une honte pour le ministère de l'Intérieur et la Police, mais pour toute la Croatie, pour nous toutes et tous, ses citoyen·nes, et surtout pour le

gouvernement. En effet, la CEDH a rendu hier un arrêt dans lequel elle constate que la République de Croatie a violé le droit à la vie de Madina, a traité des enfants de manière inhumaine en les maintenant en détention, a privé illégalement toute la famille de sa liberté, a expulsé collectivement une partie de la famille de Croatie et les a

finalement empêchés de contacter leur avocat. La petite Madina Hussiny et sa famille ont donc été reconnues par la CEDH comme victimes d'une expulsion illégale qui a coûté la vie à la fillette de six ans il y a quatre ans, le 21 novembre 2017*.

Malheureusement, le jugement ne peut pas rendre la vie à l'enfant tué, mais le *Centre for Peace Studies* et *Are You Syrious?* espèrent que la décision de la Cour pourra marquer un tournant politique, afin que plus jamais une telle souffrance ne puisse être infligée à un être humain, que ce soit un enfant, une femme ou un homme.

CMS et AYS
Zagreb, le 19 novembre 2021

* Madina a été happée par un train et est morte à quelques mètres de la frontière croate. La famille afghane Hussiny avait été interceptée auparavant par la police des frontières croate et contrainte de retourner en Serbie en marchant le long des voies.

2021: Centenaire de la répression contre la Makhnovtchina

*Makhnovtchina, Makhnovtchina,
Tes drapeaux sont noirs dans le vent
Ils sont noirs de notre peine
Ils sont rouges de notre sang.*

*Au printemps, les traités de Lénine
Ont livré l'Ukraine aux Allemands
À l'automne, la Makhnovtchina
Les avait jetés au vent.¹*

«Je suis un paysan, né à Gouliaï-Polié, bourg de la région d'Ekaterinoslav en Ukraine. Mes parents furent d'abord des serfs, puis des paysans libres. Selon le récit de ma mère, leur vie fut épouvantable sous le servage. Encore enfant, elle fut battue deux fois à coup de verges.»²

Ces mots sont ceux de Nestor Makhno, paysan pauvre d'Ukraine devenu *Batko Makhno*, ce qui veut dire «petit père Makhno» en ukrainien. Il a gagné ce titre non pas à cause de son âge, mais en raison de son génie militaire, de son courage, de son incorruptibilité et de sa fidélité aux idées anarchistes. Ces idées, il les a mises en pratique, avec ses amis du groupe anarcho-communiste paysan de Gouliaï-Polié, sur un territoire grand comme la moitié de la France, entre le Don et le Dniepr, en Ukraine. Jusqu'à ce que, sous les ordres de Lénine³ et de Trotski, l'armée rouge soviétique anéantisse ce mouvement, que l'on appelait *Makhnovtchina*.

Commençons par un peu d'histoire

Nous sommes le 1^{er} mars 1917: après le renversement du tsar en février 1917, la Russie devient une démocratie parlementaire et les prisonniers politiques sont libérés.

Makhno raconte: «Je sortis dans la rue en titubant, mal habitué à l'absence des fers que j'avais portés pendant 8 ans. Une foule immense nous attendait et nous acclamait

en criant: Vive la libération des détenus politiques!» La plupart de ses camarades anarchistes restent à Moscou, où ils avaient été emprisonnés sous le régime du Tsar, mais Nestor allait retourner dans son village pour rejoindre son groupe anarchiste-communiste paysan, et tenter de réaliser enfin ses idéaux anarchistes. Il a 28 ans.

A partir de mars 1917 et de son retour à Gouliaï-Polié, Nestor convoque ses amis du groupe anarchiste-communiste paysan, et commence avec eux à mettre en place des organes révolutionnaires. D'abord, ils font élire un nouveau Comité communal (l'unité administrative du gouvernement de coalition), vraiment représentatif de la population rurale. En avril 1917, Makhno est élu directeur de ce comité. Ensuite, ils fondent avec les paysans «l'Union des paysans de Gouliaï-Polié» (appelée par la suite «Soviet des députés paysans et ouvriers»), dont Nestor Makhno est élu président. Des ouvriers se joignent au mouvement: le syndicat des métallurgistes et des travailleurs du bois de Gouliaï-Polié demande à Nestor de l'aider à former une union, de s'y inscrire lui-même et de l'aider à organiser une grève. Et l'on se met au travail. Le groupe anarchiste propose d'exproprier sans plus tarder les terres et les propriétés pour organiser des communes agraires libres, si possible avec la participation des *pomechtchiks* et *koulaks* [les propriétaires fonciers et les paysans

riches]. S'ils refusent de rejoindre la famille des paysans libres et expriment le désir de travailler de leur côté, chacun pour soi, on leur attribuera leur part des biens sociaux qu'ils avaient détenus et les moyens de vivre de leur travail, indépendamment des communautés agraires⁴. Ce qui fut fait, et ceci même avant la révolution d'octobre 1917, à la suite de laquelle les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires décrètent l'abolition de la propriété privée.

Le peuple doit être souverain chez lui. L'heure est enfin venue de réaliser son rêve séculaire. Dorénavant, la terre, les fabriques et les usines doivent appartenir aux travailleuses. Les paysannes seront maîtresses des terres, les ouvrières maîtresses des fabriques et des usines⁵. Pour convaincre les villages des alentours de suivre l'exemple de Gouliaï-Polié, Nestor et ses amis sillonnent les environs, allant de village en village, mais se rendent également dans les usines des villes. Partout où ils passent, leurs idées suscitent enthousiasme et adhésion, et les paysannes et ouvrières, faisant acte d'autonomie et d'autodétermination, s'émancipent de leurs patrons et de leurs propriétaires fonciers. Gouliaï-Polié devient le centre d'un véritable soulèvement populaire en Ukraine.

Les anarchistes réussissent à convaincre la majorité de la population d'Ukraine de leurs idées, au détriment des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires, qui tentent sans succès de persuader la population d'adhérer à leurs partis politiques. «Dès la fin du mois d'août, les paysans nous avaient compris, ils ne dispersaient plus leurs forces entre les divers groupements politiques, incapables de réaliser quoi que ce soit de décisif et de durable. Et mieux ils nous comprendraient, plus ils croiraient en eux-mêmes, au rôle qui leur revenait dans la révolution: abolir le droit à la propriété privée sur les terres, les déclarer biens collectifs, puis, après s'être entendus avec les prolétaires des villes, abolir toute forme de privilèges et toute possibilité de domination sociale»⁶. Le soutien apporté par une population rurale et, qui plus est, en partie illettrée, à ces actions d'expropriation et de collectivisation de la terre peut surprendre. Ce soutien de la population, en majorité des paysannes pauvres, s'explique par plusieurs facteurs, dont le plus important est certainement le travail incessant de propagande du groupe anarchiste-communiste paysan de Gouliaï-Polié. Ce groupe avait commencé ses activités en 1905 déjà. Makhno avait alors 16 ans.

En août 1917, après l'offensive des généraux russes dits «blancs» (c'est-à-dire tsaristes) contre la révolution en cours, un «Comité de défense de la révolution» est élu à Gouliaï-Polié, avec Nestor Makhno comme président. On décide sur-le-champ de procéder au désarmement de toute la bourgeoisie de la région et d'abolir ses droits sur la richesse du peuple: terres, fabriques, usines, imprimeries, salles de spectacle et autres entreprises publiques. Car pour donner un coup d'arrêt à l'avancée de Kornilov (général blanc), il fallait d'abord en finir avec la domination bourgeoise⁷(...)

«Je fus accueilli par un cri immense: Vive la révolution! Vive son défenseur fidèle, notre ami le camarade Makhno!» Ces acclamations, je sentais bien que je ne les avais pas méri-



Dessin: Ludovic Versace

tées; aussi je réclamai le silence, demandant aux manifestants de m'écouter. Mais la foule me souleva sur ses épaules, en redoublant de cris: 'Vive la révolution! Vive le camarade Makhno!' Quand ils se furent calmés, je leur demandai pourquoi ils avaient cessé le travail et la raison de leur venue au Comité de défense de la révolution. 'Nous venons nous mettre à sa disposition, dirent-ils, et nous ne sommes pas les seuls.

- Il y a donc de la poudre dans les poudrières?
- Oui, il y en a, et en grande quantité! »⁸

La Makhnovtchina, qui a inspiré la chanson du même nom, fut une véritable armée insurrectionnelle, qui a compté jusqu'à 29.000 combattants en première ligne, et 200.000 hommes en réserve, faute d'armes⁹. Cette armée a été créée en septembre 1918, avec le soutien de la population de Gouliäi-Polié, qui a une nouvelle fois élu Nestor comme son guide, cette fois militaire. Elle a combattu avec succès contre les offensives des armées blanches et des armées austro-allemandes, ainsi que contre les nationalistes ukrainiens de Petlioura et les Cosaques du Don, du Kouban et du Terek, ralliés aux armées blanches.

Pourtant, dès que le péril des armées contre-révolutionnaires est écarté, les bolcheviks se retournent contre le mouvement makhnoviste, afin de mettre l'Ukraine sous leur contrôle. Dès janvier 1920, ils essaient de décapiter la Makhnovtchina en éliminant certains des plus proches compagnons de Makhno. Grâce au soutien de la population, les makhnovistes résisteront près de dix mois face à une Armée rouge nettement supérieure en nombre et en armement. Mais leur lutte s'achèvera en août 1921, après le massacre de la plupart d'entre eux. Les civils paieront aussi un lourd tribut: «Piotr Archinov, le mémorialiste de la Makhnovtchina et témoin oculaire de cette guerre d'extermination, évalue, pour l'année 1920, d'après les calculs les plus modérés, le nombre des paysan·nes fusillé·es ou mutilé·es par les autorités bolcheviques à près de deux cent mille!»¹⁰

Mais pourquoi tant de haine?

Le but avoué des bolcheviks au pouvoir, avec Lénine à leur tête, était de rester au pouvoir coûte que coûte. Il n'est pas difficile de comprendre que les partisans libertaires de la Makhnovtchina, qui revendiquaient l'autodétermination des paysan·nes et ouvrier·es sur leurs terres et dans leurs usines, gênaient cette soif de pouvoir absolu des bolcheviks. Pour eux, les paysan·nes et ouvrier·es n'étaient «pas mûrs» pour prendre leur vie en main. Les bolcheviks ne s'en sont pas pris uniquement aux anarchistes; tous les autres courants politiques, dont les socialistes-révolutionnaires, leurs anciens alliés, ont été écartés du pouvoir et leurs représentants persécutés, voire éliminés. Pour légitimer l'extermination de la Makhnovtchina, les bolcheviks ont recouru à une méthode éprouvée: des campagnes de diffamation dans la presse, qui accusaient les compagnons de Makhno de banditisme, d'alcoolisme, de pillages, d'antisémitisme, de violence envers les femmes, etc. L'accusation qui a le plus indigné Makhno est celle d'antisémitisme, et nous lui donnons donc la parole pour sa défense: «Citoyens juifs! Dans mon premier Appel aux juifs publié par le journal français

Le Libertaire, je vous ai demandé, aussi bien aux bourgeois qu'aux socialistes et même aux anarchistes tels que Yanovsky, qui ont tous parlé de moi comme d'un pogromeur et ont taxé d'antisémitisme le mouvement de libération des paysans et ouvriers ukrainiens que j'ai guidé, de m'indiquer des faits précis: où et quand, moi ou le mouvement précité, avons-nous commis de tels actes? [...] Jusqu'à présent, je n'ai eu connaissance d'aucune réponse de ce genre. [...] D'ailleurs, dans ce mouvement, des unités combattantes révolutionnaires composées de travailleurs juifs ont joué un rôle du premier plan.»¹¹

Les recherches de Ilia Tcherikover, spécialiste des persécutions et les pogroms contre les Juifs en Ukraine, concluent également à l'absence d'antisémitisme dans la Makhnovtchina: «Il est incontestable que parmi toutes ces armées, y compris l'Armée rouge, c'est l'armée de Makhno qui s'est comportée le mieux à l'égard de la population civile en général et de la population juive en particulier.»¹²

Il ne nous reste plus qu'à souhaiter que cette expérience concrète d'autogestion menée sur un territoire aussi grand que la moitié de la France, et qui a concerné au moins deux millions de personnes, nous servira d'exemple. Un exemple des possibilités que nous avons, si nous avons le courage et la détermination de prendre notre vie en main. Un exemple qui doit nous montrer que non, l'être humain n'est pas égoïste et indifférent de nature, qu'il est capable de grandes choses!

Chapeau bas à Nestor Makhno, Sémion Karetnik, Pétia Liouty, Alexis Martchenko, Fedor Chtchouss, Vassily Kourilenko et tous les autres, qui ont, à la seule exception de Makhno, payé de leur vie leur volonté de mettre en pratique leurs idées anarchistes (la plupart d'entre eux avaient moins de 30 ans).

*Makhnovtchina, Makhnovtchina
Armée noire de nos partisans
Qui voulait chasser d'Ukraine
A jamais tous les tyrans!*

Caroline Meijers
Undervelier (Jura Suisse)

Vous cherchez des idées concrètes sur les possibilités d'application de l'autogestion aujourd'hui? Vous trouverez ici de nombreux articles et références: <<http://postcapitalisme.ch>>
Un documentaire à voir en ligne sur <<https://archive.org/details/nestormakhnopayasansdukraine>>.

D'autres lectures sur le sujet:

Piotr Archinov, *La Makhnovtchina: l'insurrection volontaire en Ukraine de 1918 à 1921*, Spartacus, 2001.

Voline, *La Révolution inconnue*, Livre deuxième: *Le bolchevisme et l'anarchie*, éditions Entremonde, Lausanne, 2009.

Mila Cotlenko, Maria Nikiforova, *La révolution sans attendre*, suivi de Alfredo M. Bonanno, *Makhno et la question de l'organisation*, Mutines Séditions, 2015.

1. *La Makhnovtchina* d'Etienne Roda-Gil emprunte, avec malice, le thème musical d'un chant bolchevique russe, *Les Partisans*, de T. Atourov, pour rendre hommage à la Makhnovtchina.

2. Nestor Makhno, *Mémoires et écrits, 1917-1932*, Editions Ivrea, Paris, 2009, p. 23.

3. Souvenirs sur Vladimir Ilitch Lénine, tome XXXV, p. 488.

4. Nestor Makhno, op. cit., p. 120.

5. Ibid., pp. 120-121.

6. Ibid., p. 114.

7. Ibid., p. 115.

8. Ibid., p. 117.

9. Alexandre Skirda, *Nestor Makhno, le cosaque libertaire, 1888-1934*, les Editions de Paris, 1999, p. 107.

10. Ibid., p. 216.

11. Nestor Makhno, op. cit., p. 529.

12. Cité par Alexandre Skirda, op. cit., p. 399.

ANTIPATRIARCAT/QUEER

La diversité est notre nature

L'exposition temporaire «Queer - la diversité est notre nature», qui peut être visitée jusqu'au 10 avril 2022 au Musée d'Histoire naturelle de Berne, donne un aperçu de la diversité des sexes et des orientations sexuelles chez les animaux et les humains. Elle fait le lien entre la nature et la culture, entre les connaissances biologiques et les débats de société actuels.

Même si nous utilisons le terme «queer» pour désigner les humains, le monde animal est extraordinairement riche en *queerness*. Et le genre humain n'est pas non plus aussi clair que nous le pensons souvent: le féminin et le masculin ne sont pas des catégories fixes, mais plutôt deux pôles entre lesquels il existe tout un spectre. Avec la prise de conscience croissante de la diversité dans la nature, la diversité sociale gagne également en attention. Nous nous trouvons au cœur d'un changement social, qui déclenche à la fois des forces créatives et des résistances.

L'exposition envoie les visiteurs et visiteuses à la découverte du «royaume queer», un monde qui montre la richesse multicolore de la nature et de la société, que l'on retrouve dans les thèmes du genre et de la sexualité. Une expédition au cours de laquelle les visiteurs et visiteuses peuvent également explorer leur propre identité.

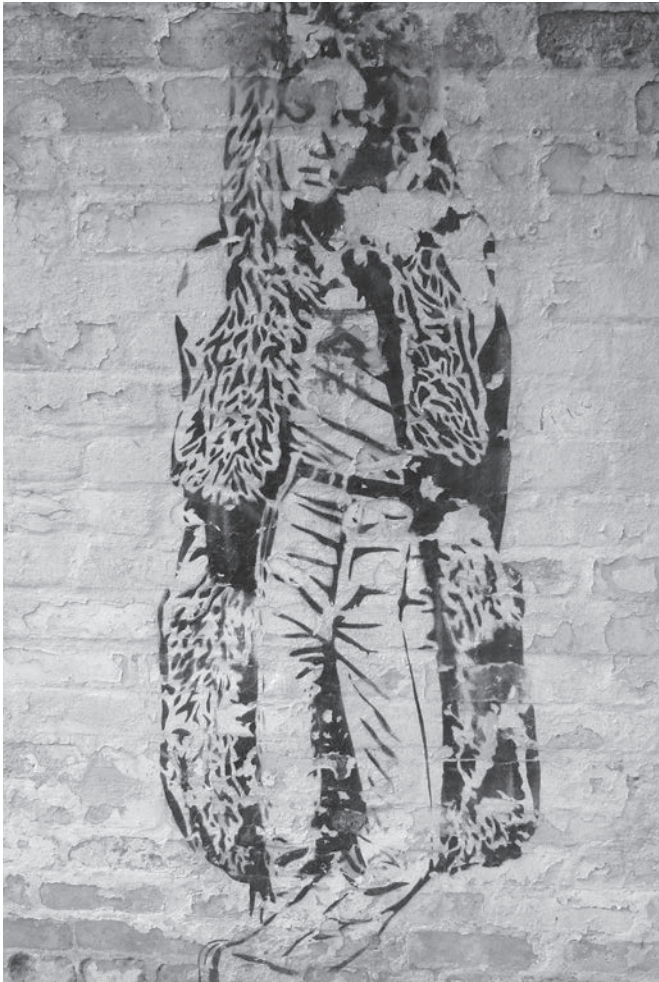
Dans le règne animal, il n'y a presque rien qui n'existe pas

Queer est une catégorie humaine – appliquer aux animaux est délicat. Mais si le terme doit représenter la diversité des genres, alors la nature peut à juste titre être qualifiée de queer.

Dans le monde animal, le genre est une question relative. Il y a des animaux qui changent de sexe au cours de leur vie ou qui manifestent plusieurs sexes en même temps.

Il y a des femelles qui se reproduisent sans mâle. Ou encore des êtres vivants avec un seul sexe, d'autres avec des milliers de sexes. Et les comportements ressemblent également à ce que nous appelons queer.

On connaît le comportement homosexuel de 1500 espèces animales – et ce nombre ne cesse d'augmenter – comme par exemple les pingouins, les girafes, les singes bonobos ou



Fresque murale queer

encore les lions. L'exemple le plus récent se trouve au zoo Artis d'Amsterdam: deux vautours fauves mâles ont récemment couvé un œuf ensemble et élèvent maintenant le poussin. Le duo néerlandais n'est pas un cas isolé. Au zoo de Central Park de New York, deux Manchots à jugulaire mâles, en couple depuis six ans, ont adopté un œuf fécondé et ont élevé le poussin qui en est issu.

On cite également comme exemple queer les vers tantriques bisexuels (ver de rosée ou ver de terre commun), qui se couchent côte à côte pour se reproduire et échangent leur sperme pendant des heures. Chez les humains, environ un sur dix mille est hermaphrodite, c'est-à-dire doté d'organes sexuels féminins et masculins. Le poisson-clown, connu dans le monde entier grâce au film «Nemo», est quant à lui trans. Il vit en symbiose avec des anémones de mer – en couple ou en groupe. En groupe, la femelle s'entoure d'un harem de mâles. Si elle meurt, le plus grand mâle se transforme en femelle. D'ailleurs, certains animaux changent de sexe au cours de leur vie.

Bienvenue chez les humains

Après le royaume animal queer, nous entrons dans celui des humains. Ici, les possibilités les plus diverses nous sont offertes de nous confronter à la *queeritude* et d'apprendre pourquoi les personnes queer le sont, ce qu'elles ressentent, pensent, vivent et – malheureusement encore souvent – doivent endurer.

Car, dans une société, la différence engendre toujours la dévalorisation, la diffamation, la haine et la violence. Les émeutes de Stonewall en 1969 à New York ont constitué un tournant historique à cet égard. Pour la première fois, des activistes queer se sont

battus ouvertement pour la reconnaissance et l'égalité des droits.

Depuis, beaucoup de choses se sont passées. Dans de nombreux pays d'Europe occidentale, les personnes queer ont gagné en droits et en acceptation. Cependant, elles continuent à se heurter à des résistances sociales et politiques. Elles continuent de subir des violences physiques en raison de leur «différence». En fait, l'orientation sexuelle de chaque personne devrait être une affaire privée, tant que personne n'est blessé. Mais comme notre société est construite sur des valeurs conservatrices, cette évidence doit d'abord faire l'objet d'un long combat.

Au niveau international, la situation est alarmante: dans 70 pays, l'homosexualité est punie par la loi. Il

faut noter qu'en Suisse, l'homosexualité était considérée comme une maladie mentale jusqu'en 1990!

Un être humain puisse avoir plusieurs sexes, chaque personne ne correspond pas au sexe qui lui a été attribué à la naissance et surtout il est absolument possible pour les personnes queer de vivre pleinement intégrées et heureuses, pour autant que leur entourage les trouve «normales». Le fait que l'entourage joue un très grand rôle est merveilleusement illustré dans l'exposition *Queer* par des portraits, des interviews, des extraits de films, des jeux et bien plus encore. C'est justement avant tout l'ouverture et l'acceptation de tous et toutes qui déterminent si les personnes qui ne correspondent pas aux normes prescrites peuvent avoir leur place dans notre société – comme les charmants hippocampes du Musée d'Histoire naturelle que l'on peut admirer à la sortie...

Je vous recommande donc vivement cette exposition et espère qu'elle voyagera dans d'autres villes et pays.

Constanze Warta
Rédactrice Archipel

CHIAPAS/EUROPE

Depuis les montagnes du sud-est de la France...

Le 12 octobre, date anniversaire de la soi-disant découverte des Amériques, une délégation de zapatistes arrivait dans la région Sud-Est, conjointement avec un groupe de délégués du Congrès National Indigène mexicain, pour trois semaines de visites, rencontres, échanges et débats. Retour sur ces semaines intenses qui ont aussi traversé le littoral marseillais, et pas seulement les montagnes alpines.¹

Le *Voyage pour la vie*, initié par le mouvement zapatiste, était pensé comme un double échange. D'un côté les zapatistes racontaient l'histoire de leur organisation et de l'autre les collectifs accueillants présentaient leurs luttes respectives et leurs problématiques locales. Les zapatistes avaient cinq points à présenter qui, si on leur en laissait le temps, pouvait prendre des heures.

Un peu d'histoire

Elle commence avec l'exploitation dans les *fincas*, grandes propriétés terriennes où les indigènes chiapanèques étaient esclavagisés, torturés, harcelés, violés...

Puis un groupe de 6 personnes, trois métis et trois indigènes, débarquent dans la jungle et fondent, le 17 novembre 1983, l'EZLN, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale. S'ensuit plus de dix ans de clandestinité où l'organisation grossit peu à peu. C'est la première fois que les zapatistes parlent de la période de la clandestinité. Et c'est vrai que c'est un travail énorme de construire une armée de plusieurs milliers de personnes sans que

l'Etat mexicain ne s'en rende compte. Puis, le 1^{er} janvier 1994, c'est l'insurrection avec la déclaration de guerre de l'EZLN à l'Etat mexicain et la prise de cinq villes au Chiapas.

L'idée était, avec un vieux fond maoïsto-guévariste, que l'EZLN allait libérer les villes, villages et que le peuple nommerait ses autorités démocratiquement, et que tout cela se terminerait à Mexico... Le peuple a répondu, mais pas de la manière pensée par l'EZLN. Une énorme mobilisation populaire s'est interposée entre les deux armées pour arrêter la guerre, et forcer à la négociation. La suite est sans doute plus connue, les pourparlers de paix, conjointement avec le développement des MAREZ, *Municipio* Autonome Rebelle Zapatistes; la trahison par le gouvernement de février 1995, quand, tout en faisant croire qu'il veut négocier, il tente d'arrêter la commandance; la création des *aguascalientes*, lieux de contact entre le mouvement zapatiste et la société civile nationale ou internationale; la signature des accords de paix de San Andrés Larrainzar et leur non application; la marche de la couleur de la terre, en 2001 pour demander une dernière fois

l'application des accords de paix, et la énième trahison de l'Etat mexicain avec son refus et son racisme anti-indigène; et pour terminer avec la création en 2003 des *caracols* conjointement avec les conseils de bon gouvernement et le développement de l'autonomie zapatiste...² L'autonomie zapatiste, dans son fonctionnement actuel et dans les différentes sphères de travail (santé, éducation, justice, agroécologie, art et culture, etc.) était sans doute ce qui intéressait le plus les collectifs invitants, mais les zapatistes voulaient parler de toute l'histoire et portait une importance à la clandestinité.

Le Congrès National Indigène

Des représentant·es du Congrès National Indigène (CNI) avaient accepté l'invitation des zapatistes à se joindre à cette tournée. L'occasion de revenir sur les 25 ans d'existence de cette structure qui tente de fédérer toutes les luttes indigènes du Mexique. Et de la dernière initiative d'ampleur lancée lors de la dernière campagne électorale présidentielle, en 2017. Le CNI, par le biais d'une instance créée à cette occasion, le Conseil Indigène de Gouvernement (CIG), voulait se présenter à l'élection. L'idée, au travers de cette tentative, n'était pas de prendre le pouvoir mais de visibilité et de renforcer le CNI-CIG. Le CIG est composé de 150 membres, à parité hommes et femmes, délégué·es des 64 peuples (ou langues comme iels préfèrent dire) indigènes. Comme ce n'était pas possible de présenter autant de candidat·es, une porte-parole a été nommée pour porter cette candidature. Pour la première fois, le système électoral mexicain annonçait accepter une candidature indépendante des partis politiques, mais pour ce faire il fallait récolter presque un million de signatures. Histoire de corser l'affaire, ces signatures devaient se faire sur smartphone dernier cri que nombre de communautés n'ont pas les moyens de se payer, sans compter l'inaccessibilité à Internet...

Bref, le racisme d'Etat a encore frappé et empêché la candidature de Marichuy. Néanmoins le pari a été en partie gagné car le CNI-CIG est maintenant beaucoup plus et mieux connu au Mexique, et a été soutenu par des cercles discriminés mais pas nécessairement que indigènes, comme certains quartiers populaires ou ouvriers.

Les délégué·es du CNI-CIG venaient d'un peu partout au Mexique, et cela a été l'occasion d'écouter beaucoup de grands projets initiés ou amplifiés par ce gouvernement supposément de gauche et nationaliste. C'était un peu le musée des horreurs... A été présenté le mal-nommé train maja, qui devrait parcourir toute la péninsule du Yucatán depuis Cancun jusqu'au terres zapatistes de Palenque au Chiapas. Autour du train, des hôtels de luxe et autres infrastructures touristiques dont les indigènes locaux seront exclus, sauf peut-être pour faire le ménage dans les toilettes...

L'inquiétude porte sur l'accès à l'eau qui sera privilégié pour la manne touristique. Mais aussi sur

l'infrastructure électrique, avec des champs d'éoliennes ou des parc photovoltaïques. Sans compter les effets secondaires néfastes comme le narcotrafic et/ou la prostitution.

Le train maya est en partie porté par la *Deutsche Bahn*. Mais comme un train peut en cacher un autre, il y a aussi, au niveau de l'isthme de Tehuantepec (la partie la plus étroite du Mexique entre la mer caraïbe et l'océan pacifique), le train trans-isthmique. Le canal de Panama étant saturé et en partie obsolète au vu du développement des portes-containers, l'idée est de le doubler en construisant un canal sec, par train. Ceci nécessitera le développement de deux énormes ports, mais est aussi l'opportunité de créer des zones franches pour des usines de multinationales. L'isthme de Tehuantepec était déjà au centre d'une lutte contre la spoliation de terres due aux champs massifs d'éoliennes détruisant les communautés et implantés par des multinationales occidentales, dont EDF.

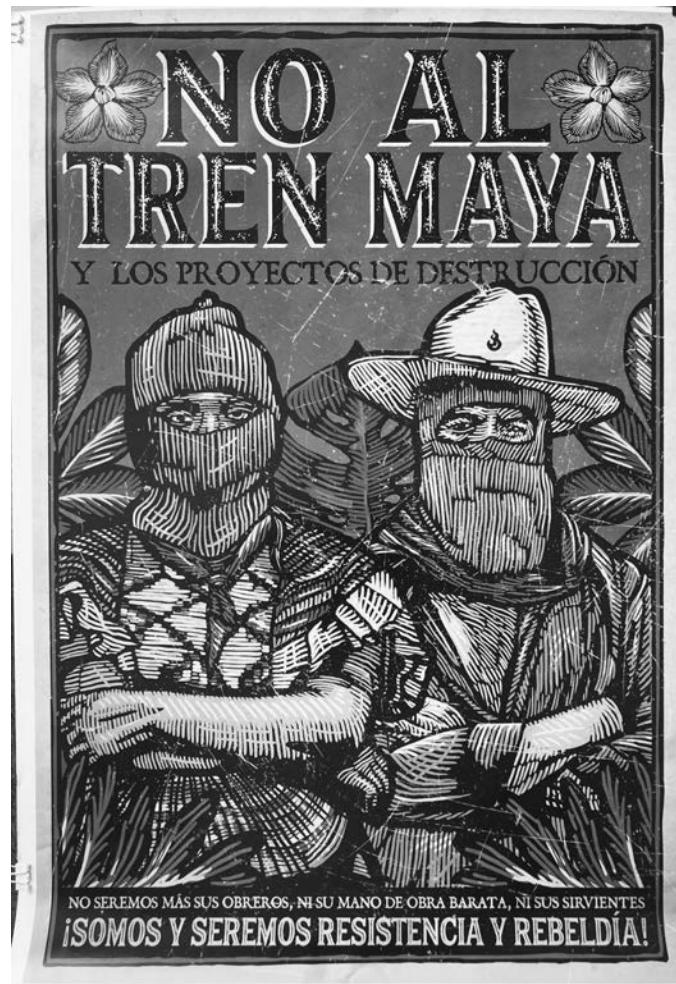
Autre projet fortement contesté, qui a causé l'assassinat d'un opposant indigène, Samir Flores Soberania deux mois après l'élection d'Amló³, c'est le Projet Intégral Morelos. Réparti sur trois Etats, le Morelos (terres historiques de Zapata), Tlaxcala et Puebla, c'est le projet d'un gazoduc (au pied du volcan Popocatepetl, toujours en activité), pour alimenter une centrale thermoélectrique qui fournira son énergie à des usines d'assemblage de voitures et autres usines... Si l'implication de quelques entreprises européennes, canadiennes ou états-uniennes sont connues dans tous ces projets, il est bien souvent difficile de les identifier car elles utilisent des prête-noms mexicains. C'était une des demandes du CNI de trouver en Europe quelles entreprises sont présentes pour les dénoncer chez nous. Une des dernière mentionnée était Danone, qui pourrait les nappes phréatiques en extrayant l'eau pour la revendre en bouteille...

Le Voyage en Provence

La délégation a donc parcouru une bonne partie de la région Provence-Alpes-Côte d'azur, en commençant par le Nord (après une cérémonie d'accueil dans le Luberon) et la filature de Longo maï à Chantemerle, près de Briançon. Une rencontre avec les collectifs travaillant sur la frontière et en solidarité avec les personnes migrantes a été organisée à cette occasion. Nous avons, le lendemain, marché avec le troupeau de moutons de Longo maï pour une étape de la transhumance dans les montagnes au dessus du lac de Serre-Ponçon, dans les couleurs automnales... Il serait sans doute fastidieux de tout détailler des différentes rencontres et collectifs, mais nous pouvons quand même citer pêle-mêle la fête de la confédération paysanne du 05, les visites des coopératives Longo maï de Cabrery, St-Martin-de-Crau et Grange Neuve, les mobilisations de défense des terres agricoles dans ces coins, le Collectif de Défense des Travailleurs Agricoles et Saisonniers (Codetras). Les luttes urbaines et marseillaises n'ont pas été oubliées, avec le Château en santé, le CHO3 (Collectif des Habitants Organisés du 3e arrondissement) avec sa diversité et son histoire des migrations, l'Après-M, ce Mc Donalds récupéré dans le nord de Marseille et qui fait, entre autres, de la distribution de colis alimentaires... Ainsi que les associations et collectifs du centre ville. J'en oublie sans doute...

Les zapatistes ont annoncé qu'ils voulaient aller visiter les luttes sur les cinq continents, et que l'Europe n'était que le début, sans compter qu'on parle d'une possible deuxième vague en tournée européenne. C'est un dispositif unique de rencontres de grande ampleur qui a été mis en place. Il faut imaginer ces 28 groupes de 5 personnes sillonnant quasiment toute l'Europe pendant trois mois... Le mouvement zapatiste connaîtra la réalité sociale, politique et de lutte en Europe comme personne. Un processus de transmission dans les communautés est prévu à leur retour en terres chiapanèques. Et donc, l'avenir nous dira ce qu'il ressort de ce Voyage pour la vie, que ce soit les graines semées par les zapatistes en Europe, ou ce que les zapatistes retireront pour leur mouvement de toutes ces visites et discussions, mais il est sûr que quelque chose germera de cette initiative.

Cédric
Radio Zinzine



1. Voir Archipel 300, février 2021, «Mexique – Chiapas, Une déclaration... pour la vie»
2. Il existe beaucoup d'écrits sur les zapatistes et leur autonomie. Voici quelques références pour retrouver l'explication de ce concept et de sa pratique: Le bon dossier réalisé suite au passage de la délégation par le journal *l'Age de faire* dans son numéro de novembre. *L'Age de faire – le journal*, 17 Av. Balard – St Auban, 04600 Château-Arnoux-St Auban. <lagedefaire-lejournal.fr/la-democratie-de-lescargot>. Mais on peut aussi citer les livres de Jérôme Baschet: *Adieux au capitalisme, Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, éd. La Découverte 2014, poche 2016. Avec Guillaume Goutte, *Enseignements d'une rébellion. La petite école zapatiste*, éd. de l'Escargot, Paris. Sur le net, il y a le site <espoirchiapas.blogspot.com> qui suit l'actualité du Chiapas, pas seulement zapatiste et qui a de très bon dossiers historiques, entre autres sur le mouvement zapatiste.
3. Surnom d'Andrés Manuel López Obrador, président de la République du Mexique depuis le 1er décembre 2018.